

Questions des délégués du FAP à M. le Professeur Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, à l'occasion de sa conférence intitulée « Les Désenchantements de la Liberté Post-Moderne », donnée dans le cadre de la 27^{ème} édition du Forum annuel de la Planta, le 22 novembre 2018.



Photographie prise à l'occasion de la conférence intitulée « Les Désenchantements de la Liberté Post-Moderne », donnée par M. le Professeur Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou dans le cadre de la 27^{ème} édition du Forum annuel de la Planta, le 22 novembre 2018. De gauche à droite : Rita Ferreira Dias, Jessica Kobel, le Professeur Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, Victoria Zufferey, Présidente du FAP, Shadia Clivaz et Elise Barratini.

Une première question porte sur la réflexion du philosophe Tzvetan Todorov dans Les ennemis intimes de la démocratie, réflexion qui a été synthétisée pendant la conférence.

M. Mohamedou explique que le philosophe a défini la démocratie libérale comme un système où trois « tendances » se retrouvent conjointement, et où elles sont censées se limiter réciproquement pour atteindre un équilibre précaire : la souveraineté du peuple ; la liberté (par exemple les droits et libertés fondamentales garanties par les constitutions libérales) ; et le progrès (scientifique, technique, des conditions de vie...).

M. Mohamedou précise que l'intérêt de cette réflexion réside notamment dans l'identification des dangers qui menacent les démocraties libérales en leur propre sein (ces menaces sont « intimes ») : le fait que l'une de ses trois composantes en vienne à prendre significativement l'ascendant sur les deux autres, remettant ainsi en question l'équilibre précaire du système. La souveraineté populaire peut alors se muer en « populisme », la liberté en « ultralibéralisme », et le progrès en « messianisme » (avec la tentation de vouloir imposer ses valeurs et sa conception du monde).

Une deuxième question interroge M. Mohamedou sur le sens de l'expression « populisme élitiste ».

M. Mohamedou explique que le populisme a d'abord été analysé comme un mouvement politique d'opposition anti-élitiste. Ces analyses le décrivait comme ne cherchant pas à élever le débat politique, mais plutôt à s'appuyer sur les insatisfactions de ses potentiels adhérents car elles étaient le plus petit dénominateur commun les réunissant.

Mais, depuis 3 ou 4 ans, M. Mohamedou note un changement de paradigme analytique : de nombreux ouvrages semble rationaliser le populisme en le présentant comme une manifestation légitime de la souveraineté populaire.

M. Mohamedou indique que les mouvements populistes peuvent être qualifiés d'« élitistes » à partir du moment où ils adoptent une vision exclusive et hiérarchique de ce que serait le « vrai peuple » dont les intérêts devraient être défendus.

Un troisième question interroge M. Mohamedou sur son positionnement par rapport à l'élection récente de M. Jair Bolsonaro à la présidence du Brésil.

M. Mohamedou note tout d'abord que M. Bolsonaro a été élu au moyen d'une campagne mettant l'accent sur la sécurisation et l'ordre, tout en remettant en question des valeurs cardinales de la démocratie libérale. M. Mohamedou y voit surtout un signe des temps, l'élection de M. Trump étant révélatrice d'un processus très avancé de non respect des fondements de la démocratie libérale (par exemple les droits de l'homme) sous couvert de représentation des « véritables intérêts » du « véritable peuple ». L'élection de M. Bolsonaro est alors vu comme le fruit d'un mouvement de dissémination dont la matrice se trouve à la Maison Blanche (M. Mohamedou rappelle que M. Bolsonaro a d'ailleurs été significativement qualifié de « Trump des Tropiques »).

Une quatrième intervention vise à comprendre pourquoi la démocratie aurait échoué à s'implanter « chez eux » (dans l'hémisphère sud), en suggérant que le facteur d'échec principal serait l'imposition de la démocratie par les puissances coloniales, ce qui aurait suscité une réaction de rejet.

M. Mohamedou invite tout d'abord à ne pas penser dans les termes clivants de « eux » et de « nous ». Il précise que ce point, qui pourrait paraître lexical, est en fait conceptuel et politique. En effet, les termes utilisés alimentent des schémas de pensée qui contribuent à pérenniser les structures mentales – qui peuvent ensuite être extériorisées – du colonialisme, alors même que l'on souhaite peut-être le dénoncer.

Par ailleurs, M. Mohamedou indique que les formes qu'a prises la démocratie en occident n'en épuisent pas toute la diversité. Des sociétés colonisées avaient en effet institutionnalisés leurs propres pratiques démocratiques avant d'en être dépossédées par les puissances coloniales, qui leur ont substitué un modèle asymétrique (inégalités de droits et devant la loi) qui, en tant que tel, ne pouvait pas susciter l'adhésion.

Une cinquième intervention questionne M. Mohamedou sur le « souffle nouveau » que l'ONU pourrait amener, sur la scène internationale, en faveur du modèle démocratique.

M. Mohamedou explique que l'ONU est en effet la seule organisation démocratique à l'échelle universelle, même si elle l'est imparfaitement. En tant que telle, elle permet de

réfléchir à des modèles démocratiques élargis tout autant que de dialoguer de cette manière entre Etat, ainsi que de s'interpeller entre pairs.

Pour M. Mohamedou, les défis auxquels la démocratie doit faire face sont « intimes », selon l'expression de M. Todorov : aux Etats-Unis, une mécanique d'inattention - due au manque de courage intellectuel de mettre les problèmes en lumière et de dénoncer les atteintes à la démocratie libérale - couplée à des tensions ville-campagne, majorité-minorités (avec un indice révélateur des dysfonctionnements qui est la surpopulation carcérale de la population afro-américaine) et socio-économiques, ont mené M. Trump au pouvoir, celui-ci pouvant être considéré comme un épiphénomène agissant, puisqu'il a en retour un impact de renforcement de ces logiques.

La sixième question porte sur la situation démocratique au Venezuela.

M. Mohamedou répond en élargissant la perspective : lorsque, en 2017 au Kenya, un 1^{er} tour à l'élection présidentiel est annulé et que le 2^{ème} tour apparaît théâtral ; lorsque les règles de la démocratie sont instrumentalisées au Venezuela ; lorsque, comme ce fut le cas lors de l'élection présidentielle américaine de 2000 entre M. Bush et M. Al Gore, on a procédé à un recomptage des voix pour départager les deux candidats - ce qui a entraîné une forme de crise insitutionnelle sur la durée - on se dirige vers des mesures juridiques qui font que, si l'on respecte les règles formelles de la démocratie (voire les instrumentalisées), on n'en conserve pas l'esprit (la représentativité populaire notamment).

Ainsi, on assiste dans le monde à une logique de renforcement d'un « continuum autoritaire » qui part des démocraties en voie de juridicisation pour s'étendre jusqu'aux régimes dictatoriaux.

En septième lieu, un délégué s'interroge sur la résurgence du racisme.

M. Mohamedou affirme que l'on assiste à un renforcement des dynamiques du racisme, celui-ci n'ayant jamais cessé d'exister. Dans un article publié récemment dans *Le Temps* (<https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2018/07/23/le-retour-du-racisme/>), il en expose les facteurs clés, cherchant à comprendre pourquoi cela se fait dans l'indifférence. Du côté des facteurs, on trouve une « banalisation sociétale » du phénomène, qui en masque la continuité : une bonne partie des citoyens des démocraties occidentales ne considère pas (plus) le racisme comme un problème actuel. Même ceux qui en admettent l'actualité ne souhaitent pas lutter contre ce phénomène qui ne les atteint pas directement. Mais M. Mohamedou affirme que si l'on ne comprend pas que les droits de chacun doivent être défendus par tous, la démocratie libérale est sérieusement en voie d'affaiblissement.

Par ailleurs, l'élection d'hommes politiques à la rhétorique discriminatoire a un effet d'entraînement sur leurs citoyens (une « exemplarité négative »). Enfin, les diverses entreprises de « rationalisation » - que ce soit des logiques socio-économique et politique discriminantes, ou alors de ces élections - ont été rationalisées, normalisées, ce qui est un troisième facteur clé qui contribue à faire du racisme un phénomène acceptable au sein des démocraties contemporaines.

M. Mohamedou évoque ensuite l'ouvrage du politologue Yascha Mounk, *Le peuple contre la démocratie*. Celui-ci met bien en évidence les dangers d'une « fétichisation du peuple », car ce dernier peut se tromper. Il cite le fameux dicton de Churchill, pourtant

considéré (en occident) comme un défenseur de la démocratie : « le meilleur argument contre la démocratie est un entretien de cinq minutes avec un électeur moyen. » En démocratie, le peuple a certes une légitimité, mais pas une infailibilité.

Une ultime question interroge M. Mohamedou sur la pertinence d'une réflexion qui viserait à modifier en profondeur la démocratie.

M. Mohamedou rappelle que la démocratie, sous sa forme actuelle, a été présentée, (notamment par Winston Churchill) comme « le moins pire des systèmes politiques », ce qui ne signifie pas que c'est le meilleur. Il paraît donc toujours pertinent d'essayer d'en imaginer de nouvelles formes, de nouvelles dynamiques, une amélioration s'avérant peut-être envisageable. Mais celle-ci devrait néanmoins prendre en compte certains impératifs liés à des invariants (par exemple le risque d'abus de pouvoir qui devrait être limité par la multiplication de dispositifs de contre-pouvoirs).